Arrêté du 4 avril 2002 portant report de crédits

NOR: ECOB0210071A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu les articles 17 et 19 de l'ordonnance nº 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 2001;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 2002,

Arrête

- Art. 1°r. Est annulé sur 2001 un crédit de 2 196 000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.
- Art. 2. Est ouvert sur 2002 un crédit de 334 778 € applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.
 - Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 2002.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement de la directrice du budget :

Le sous-directeur,

C. Lantiéri

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT annulé sur 2001 (en francs)
EMPLOI ET SOLIDARITÉ II. – SANTÉ ET SOLIDARITÉ TITRE IV		
Programmes et dispositifs de lutte contre les pratiques addictives	47-15	2 196 000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT ouvert sur 2002 (en euros)	
EMPLOI ET SOLIDARITÉ II. – SANTÉ ET SOLIDARITÉ TITRE IV			
Programmes et dispositifs de lutte contre les pratiques addictives	47-15	334 778	

Arrêté du 4 avril 2002 portant transfert de crédits

NOR: ECOB0250023A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu l'article 14 de l'ordonnance nº 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 2002,

Arrête

- Art. 1^{r.}. Sont annulés sur 2002 une autorisation de programme de 14 800 000 € et un crédit de paiement de 12 900 000 € applicables au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.
- Art. 2. Sont ouverts sur 2002 une autorisation de programme de 14 800 000 € et un crédit de paiement de 12 900 000 € applicables au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.
 - Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 2002.

Pour le ministre et par délégation : Par empêchement de la directrice du budget : La sous-directrice,

C. Buhi,

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	AUTORISATION de programme annulée (en euros)	CRÉDIT de paiement annulé (en euros)
INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION TITRE V	15		
Equipement immobilier du ministère de l'intérieur	57-40	14 800 000	12 900 000